

D'une pauvreté d'ambition à une ambition sur la pauvreté

Ce que les ministres des Finances du G8 doivent faire à Essen pour soutenir le développement de l'Afrique

RESUME

Le 9 février, les ministres des Finances des pays les plus puissants au monde se retrouveront autour de la table à Essen, Allemagne, pour la première réunion officielle inscrite au calendrier du G8 en 2007. La première chancelière dans l'histoire de l'Allemagne, Angela Merkel, s'est déjà singularisée en annonçant un agenda pour le sommet des chefs d'État du G8 qui ne se limitera pas, comme d'habitude, aux questions économiques, mais qui se concentrera également sur l'Afrique. Le VIH et le Sida, la paix et la sécurité, la gouvernance et la croissance ont été identifiés comme des domaines nécessitant une action urgente.

Fin de semaine, lors de la réunion des ministres des Finances du G8, qui sera présidée par le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrueck, ceux-ci discuteront à tour de rôle de multiples questions qui concernent principalement le G8 et les économies de marché émergentes : des marchés des obligations en passant par l'énergie renouvelable. Bien qu'ils parleront également de questions plus directement liées aux pays les plus pauvres, y compris de la réforme du Fonds Monétaire International (FMI) et de la bonne gouvernance, le ministère des Finances a apparemment signalé son intention de ramener le débat aux questions essentiellement économiques, s'éloignant ainsi de l'intérêt porté à la politique étrangère et au développement de ces dernières années.

Cette situation fait craindre deux choses : tout d'abord, le risque de reléguer l'Afrique en marge de l'agenda de la communauté internationale, alors que la région a besoin d'une aide soutenue et constante afin d'affronter des problèmes majeurs, dont la pandémie du VIH et du SIDA et la reconstruction d'après-guerre. Même si le sommet des chefs d'État peut prendre des engagements politiques à haut niveau, l'expérience des précédents sommets du G8 - sur les questions allant de l'annulation de la dette à l'objectif de l'accès universel à un traitement pour le VIH et SIDA d'ici 2010 - montre qu'une grande partie du travail préparatoire est effectué par les ministres des Finances, qui se réunissent plus régulièrement et sont mieux placés pour passer de l'agenda à la mise en œuvre.

Ensuite, cela pose question quant à la cohérence et à la continuité de l'agenda allemand pour le G8. Alors qu'Angela Merkel a déclaré son ambition de s'attaquer à la pauvreté, les ministres des Finances ont à la place fait preuve d'une pauvreté d'ambition. Cela peut s'expliquer par des différences de priorité au sein d'un gouvernement de coalition. C'est pourtant le précédent chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder, qui a pris une série d'engagements au G8 de 2005, afin d'augmenter l'aide et combattre le VIH et le SIDA. Ces engagements doivent à présent être suivis jusqu'au bout.

Le fait que le G8 tienne ses promesses précédentes et travaille avec les pays africains pour relever les défis négligés précédemment comporte de grands enjeux, à la fois pour l'Afrique et pour le G8. Quelques pays africains, comme le Libéria, ont franchi un cap l'année dernière, et on constate des signes de redressement économique et de changement politique dans la région. Cependant, ces progrès sont inégaux et fragiles, et ne peuvent se maintenir sans l'engagement politique et l'aide matérielle des pays les plus riches.

Les pays membres du G8 sont la principale destination des exportations africaines, la source majeure de l'aide et de l'investissement étranger, et le refuge d'une diaspora grandissante. Ils sont également la source principale et historique des émissions de CO₂ qui contribuent à l'amplification des problèmes climatiques et écologiques dans la région. Dans un monde sans cesse plus interconnecté, le G8 doit assumer sa part de responsabilité dans les problèmes auxquels est confrontée l'Afrique. Cela demande des pays du G8 qu'ils multiplient les efforts, mais aussi qu'ils modifient fondamentalement la nature de la relation, qui a souvent été fondée sur une exploitation injuste, dans un but de un réel partenariat.

Que les pays les plus riches du monde assument ou non cette responsabilité sera une mise à l'épreuve de leur crédibilité à un moment où l'on exprime, des Nations unies (UN) au FMI, la nécessité urgente de mécanismes décisionnels mondiaux plus représentatifs, responsables et efficaces. Pour l'Allemagne elle-même, le succès ou l'échec du G8 sur l'Afrique sera déterminant pour son image et son influence sur le plan international, alors qu'elle exerce en ce moment également la Présidence de l'Union européenne (UE), et a des velléités de jouer un rôle plus affirmé dans la communauté internationale comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Moins de deux ans après son élection comme première femme chancelier de l'histoire, Angela Merkel a déclaré son intention de saisir cette opportunité. Mais à moins que les ministres des Finances accordent une égale priorité à l'élimination de la pauvreté en Afrique, ce point essentiel à l'agenda du G8 semble voué à l'échec. La pauvreté d'ambition des ministres des Finances s'explique par une répugnance à faire de nouvelles promesses financières, alors que l'Allemagne n'arrive pas à concrétiser l'engagement de l'UE d'augmenter l'aide à 0,51 % du revenu national d'ici 2010. Pourtant, vu le rapide redressement économique de l'Allemagne, cet argument est moins crédible que jamais. Au lieu de prétexter leurs craintes quant aux coûts de l'action, les ministres des Finances du G8 devraient s'interroger sur le coût qu'entraînera l'absence de réponse aux plus grands défis de notre temps : l'élimination de la pauvreté et la protection de l'avenir de notre planète.

ActionAid estime que lors de leur réunion à Essen, les ministres des Finances du G8 doivent saisir l'opportunité d'avancer dans six domaines clés:

- S'engager pour un plan de financement précis de l'objectif qu'ils ont approuvé en 2005, à savoir un accès universel à la prévention, au traitement et aux soins pour le **VIH, SIDA**.
- Arrêter les négociations concernant l'accord de Doha sur le **commerce** mondial et tenter de placer le développement durable au centre de la mission de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Promulguer de nouvelles lois nationales pour veiller à ce que les **entreprises** transnationales soient tenues de rendre compte de leurs actions dans les pays pauvres
- Mettre un terme à la double comptabilisation de l'**aide** et de l'allègement de la **dette** et supprimer les conditions injustifiées de la politique économique qui sont liées à leur déboursement.
- Promouvoir une réforme démocratique de la gouvernance du **FMI** et de la **Banque mondiale**
- S'attaquer au **changement climatique** en fixant des objectifs annuels pour diminuer les émissions de CO₂ et fournir de nouveaux fonds pour aider les pays pauvres à s'y adapter.